Journal 3- 10 février 2021qxp.qxp_HO 2/4/21 6:02 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 5 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***3- 10 février 2021***

Jovenel Moïse plie bagages

La juge Windelle Coq appelée à lui succéder

Exil en Espagne, si cela tourne mal....
Déjà plus d'une trentaine de passeports retirés...

Par Léo Joseph

L'agitation politique amorcée autour du départ de Jovenel Moïse du Palais national, le 7 février, date de la fin constitutionnelle de son mandat est sur le point de finir. Contrairement à ce qu'il proclamait, depuis déjà plus de deux ans, il partira, la queue entre les pattes, pour un exil doré en Espagne, comme Haïti-Observateur l'avait annoncé, depuis plus de quatre mois. Si, toutefois, les forces politiques qui poussent à la roue pour qu'il atterrisse au Pénitencier national, après avoir quitté la résidence officielle du chef de l'État ont gain de cause. C'est la conclusion à tirer d'une réunion à laquelle participaient le président sortant lui-même, le chef du gouvernement, le président du Sénat, ainsi que des membres de partis politiques.

Jovenel Moïse et Martine, le bal est terminé, une nouvelle réalité surgit.

En effet, suite aux discussions, par moment animées, en raison des différents acteurs présents voulant imposer leur choix, il a été décidé que la juge Windelle Coq Thélot prenne logement au Palais national, comme successeur de Jovenel Moïse, qui devrait s'envoler, avec sa famille, vers un exil doré, à Madrid, Espagne, au cas où le dénouement de sa situation s'achève sans heurts, car dans certains milieux diplomatiques, à Port-au-Prince, à Washington et à Paris, des voix s'élèvent pour demander qu'il ne quitte pas le pays. Puisqu'il y a trop de contentieux contre lui, notamment les assassinats perpétrés sur de nombreuses personnes, en sus des massacres perpétrés dans les bidonvilles, sans que leurs auteurs aient été identifiés, jugés et punis.

Dans le cadre de ces discussions, le citoyen Emmanuel Ménard a été désigné pour remplacer Joseph Jouthe. Selon le scénario trouvé, le gouvernement intérimaire sera assuré avec Mme Coq Thelot et M. Ménard. Il n'a pas encore été décidé la durée de l'in-

Suite en page 13

DANS L'ESPACE DE QUATRE JOURS,
LE COMBLE POUR JOVENEL MOISE ET PHTK

Des malheurs potentiels le 7 février

Victimes et demandeurs de justice mijotent revanches...

Par Léo Joseph

En Haïti, les fins de règne sont les mêmes, mais ne se ressemblent pas. Quant à celle de Jovenel Moïse, elle fait prévoir un dénouement apocalyptique, tel qu'on n'en a jamais vu dans l'histoire contemporaine moderne.

Sénateur Joseph Lambert, la magie de l'animal politique a tourné court, cette fois.

Sénateur Patrice Dumont, lui seul face à Joseph Lambert.

Car à force d'insister qu'il reste au pouvoir au-delà de l'expiration de son mandat constitutionnel, le 7 février, il risque d'entraîner la radicalisation de ses détracteurs voulant se défaire de lui, jusqu'à recourir à la violence. Ce qui fait dire à plus d'un qu'il se fait guetter par le même sort qu'a connu Vilbrun Guillaume Sam. À la lumière de son comportement, au cours des derniers mois, il ne donne pas l'impression de tenir compte de cette menace, agitée déjà plus d'une fois, dans l'Éditorial de cet hebdomadaire, à titre d'avertissement.

Sénateur Nènèl Cassy, une des dernières victimes des gangs de Jovenel Moïse.

Si Jovenel Moïse hésitait à croire à la détermination du

Suite en page 8

HAPPENINGS!

In four days, the President's constitutional mandate ends, and Haiti faces an uncertain future

Haitian National Police Chief Leon Charles

Senator Joseph Lambert

By Raymond Alcide Joseph

There is almost unanimity about the end of President Jovenel Moïse's mandate on February 7, but he maintains that he will hold onto power until February 7, 2022, while ruling by decree since January of last year when he arbitrarily shortened by two years the mandates of 10 senators to

Continued on page 7

Journal 3- 10 février 2021qxp.qxp_HO 2/4/21 6:02 AM Page 2

NOU LA POU OU

Fè 2021 w ap jwenn pwoteksyon asirans.

Li pa twò ta pou w jwenn pwoteksyon bon mache ak bon kalite ou bezwen an 2021 an. NY State of Health ka ede ou jwenn yon plan ki abòdab ak:

- **Swen prevantif gratis**
- **Prim ki ba oswa okenn prim**
- **Depans ki soti nan pòch ki ba**

Rele oswa konekte sou Entènèt pou jwenn èd nan men konseye asirans sante lokal yo pou konpare plan, aplike pou asistans finansye pou bese depans ou yo, epi chwazi pwoteksyon ki travay pou ou.

ENSKRI JODI A POU JWENN PWOTEKSYON AN 2021.
JWENN PLAN OU AN JODI A!

Rele nan: 1-855-355-5777
Telefòn Tèks: 1-800-662-1220

Ale sou sitwèb: nystateofhealth.ny.gov

nystateofhealth
The Official Health Plan Marketplace

Journal 3- 10 février 2021qxp.qxp_HO 2/4/21 6:02 AM Page 3

LE COIN DE L'HISTOIRE

L'obscurantisme en Haïti

Par Charles Dupuy

Après le pain, l'instruction est le premier besoin du peuple (Danton).

En 1950, pour la première fois de son histoire, Haïti organisait un recensement général et systématique de sa population. Les deux révélations qui étonneront le plus à la sortie de ces statistiques c'était d'abord que la République d'Haïti, avec ses quatre millions d'habitants, affichait une des plus fortes densités de population du monde occidental et qu'ensuite elle comptait 89,5% d'analphabètes, un record mondial. (Disons ici que le recensement de 1950 fut organisé par un fonctionnaire haïtien, le major Robert Bazile, lequel s'exila aux États-Unis en 1961 où il travailla au Bureau des Statistiques de l'OÉA jusqu'à sa mort survenue en 2009, à Washington.) Comment expliquer un taux d'analphabétisme aussi phénoménal dans la Perle des Antilles sinon que par l'incurie des responsables politiques qui tous, sauf quelques rares exceptions, ont toujours placé leurs priorités ailleurs que dans l'instruction publique. En Haïti, en effet, l'éducation n'est pas considérée comme un facteur de croissance, un outil de progrès capable de réduire la pauvreté et les inégalités mais plutôt comme une menace politique pour le pouvoir en place.

Jean-Jacques Dessalines: Après la déclaration de l'indépendance, presque toutes les ressources du pays furent consacrées à la défense du territoire. Dessalines établira donc un tribunal de paix dans chaque commune, un tribunal civil et une école publique dans chacune des quatre divisions militaires de l'Empire. À l'époque, le pays vivait en état de siège et l'économie de guerre faisait en sorte que l'Armée recevait la plus large part des ressources nationales.

Henri Christophe: Au rebours des autres chefs d'État haïtiens, Christophe ne fut pas du tout un obscurantiste. Au contraire. Il adresse des félicitations à l'abbé Grégoire, entretient une correspondance avec les philosophes anglais Clarkson et Wilberforce, alors que les professeurs de Cambridge qui visiteront son royaume s'étonnaient de la bonne tenue des écoles publiques. Il attira en Haïti six instituteurs anglais des écoles lancastériennes et leur procura tout ce qu'ils réclameront pour assurer le succès de leur mission. Selon Vergniaud Leconte, l'anglais était l'instrument intellectuel de ces établissements dont le dernier resta en fonction jusque sous la présidence de Boyer. Nord Alexis aura été le plus illustre de ces élèves formés selon la méthode lancastérienne. Des pasteurs anglicans dirigeaient le Collège royal et une Académie (université). On ouvre un Conservatoire de musique et un Collège de jeunes filles tandis qu'à l'Académie royale des arts le peintre anglais Richard Evans formait les jeunes artistes **(1)**. La vie culturelle était brillante et animée. On édite les travaux de Vastey, de Chanlatte, d'Hugonin, de Prévost, on publie un journal, La Gazette Royale, des livres, et aussi un bottin administratif, L'Almanach Royal. On construit (en quarante jours selon la tradition!) un grand théâtre (devenu aujourd'hui la loge maçonnique L'Haïtienne No 6) où des troupes de comédiens amateurs montent des pièces classiques, des opérettes et des comédies créoles.

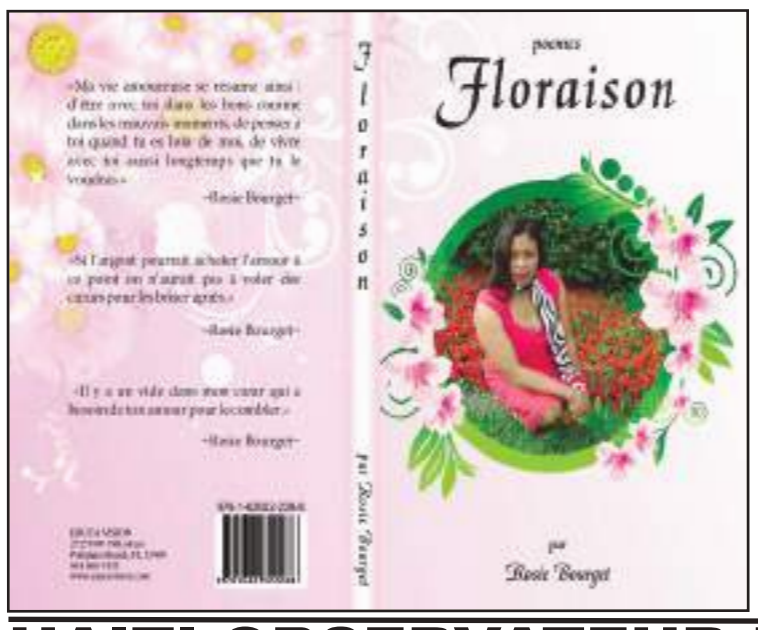
Alexandre Pétion: En 1816, Pétion fondait une école de garçons, qui sera connu par la suite comme le lycée Pétion, qu'un professeur français, M. Balette, dirigera selon le modèle des lycées français. Une Anglaise, Mme Drury administrait le pensionnat des jeunes filles pendant que des wesleyens fondaient une de ces écoles lancastériennes très en vogue à l'époque. Pétion dote son lycée d'un laboratoire de sciences et impose au programme la lecture de son livre de chevet, Les aventures de Télémaque. Il confiera enfin la direction de son école d'art à un peintre français, maître Barincourt.

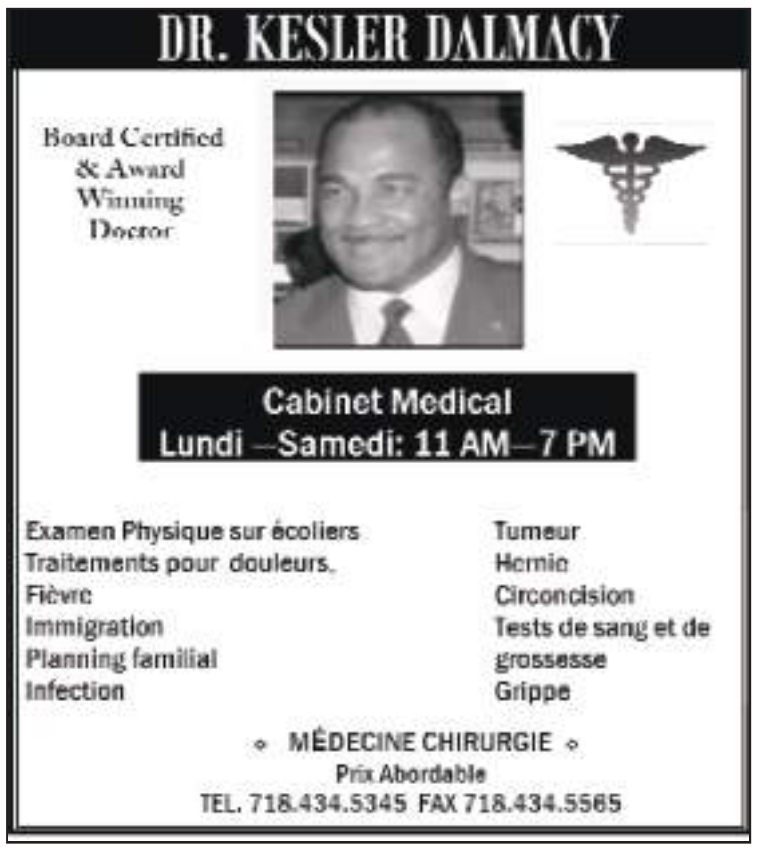
Jean-Pierre Boyer: Le règne de Boyer sera celui de l'inculture et de l'obscurantisme. Boyer, qui professait que les « *améliorations sont l'œuvre du temps* », ferma systématiquement toutes les écoles du pays. Tout le système éducatif mis en place par Christophe fut mis en pièces et aucune des institutions d'enseignement qu'il avait fondées ne survécut, pas même l'Académie royale qu'il transforma en casernes pour ses soldats et en écuries pour leurs chevaux. Dans la foulée, et sous prétexte qu'elle lui coûtait trop cher, Boyer osa fermer la vénérable université de Santo-Domingo, la plus ancienne du continent américain, pour la remplacer par une petite école primaire. À Port-au-Prince, seuls le lycée Pétion et une école privée, l'Institution Covin, furent tolérés. L'instruction des masses se trouva négligée parce que les dirigeants de l'époque étaient persuadés que la diffusion de l'instruction parmi les classes populaires représentait une menace pour l'ordre social. D'un caractère buté et autoritaire, Boyer révoquait sans état d'âme les fonctionnaires aux idées libérales ou à « *l'esprit novateur* », comme il disait, emprisonnait tous les opposants qui osaient lui reprocher son absence d'ouverture, son manque d'initiative et l'immobilisme de son administration.

Bien qu'Haïti, en 1874, devançant de grandes puissances comme la France ou les États-Unis, instituât officiellement la gratuité scolaire, tous les gouvernements observeront, à des degrés divers, le même anti-intellectualisme hargneux, la même attitude régressive que Boyer. Ce dernier ne faisait qu'introduire une tradition à laquelle, hélas, aucune administration haïtienne ne dérogera par la suite. En effet, d'un exercice financier à l'autre, sous prétexte de contraintes budgétaires, les enveloppes allouées à l'armée seront toujours supérieures, dépasseront jusqu'à dix fois, ou même plus, les montants consacrés à l'enseignement. **Percevant les écoles comme des nids de mécontents, les dirigeants haïtiens n'en ouvriront qu'avec la plus rigoureuse parcimonie**. On ne peut expliquer autrement les trop lents progrès de l'éducation publique dans le pays, les taux scandaleusement bas de scolarisation et l'analphabétisme généralisé de la population.

Philippe Guerrier: Ancien haut dignitaire de la monarchie de Christophe, le président Philippe Guerrier en reprend les habitudes administratives. Il crée le ministère de l'Agriculture, qu'il confie à Jean M. Paul, alors que son ami et ministre de l'Instruction publique, Honoré Féry, ouvrait les lycées du Cap et des Cayes, fondait les premières écoles communales de la République. à telle enseigne que, moins d'un an après leur ouverture, mille cinq cents élèves fréquentaient les vingt-quatre établissements scolaires répartis un peu partout au pays. (à suivre).

(1) De cette école sortira ceux qui formèrent Marius Berthold qui, lui-même, sera le professeur de Philomé Obin. coindelhistoire@gmail.com **(514) 862-7185**





HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 3- 10 février 2021qxp.qxp_HO 2/4/21 6:02 AM Page 4

Lojman Piblik

PWOJÈ KAPITAL

Metropolitan Transportation Authority nan non MTA New York City Transit ansanm avèk filyal li yo – MTA Long Island Rail Road, MTA Metro-North Railroad, MTA Construction and Devlopment Company, ak MTA Bus Company (kolektivman "MTA") ap òganize yon odyans piblik pou mande kòmantè sou pwopozisyon sibvansyon federal MTA pou Ane Fiskal 2021. Akoz pandemi COVID-19 ki ankou, nap òganize reyinyon sa a vityèlman atravè platfòm anliy Zoom ak fonksyon konferans telefonik, avèk yon difizyon andirèk sou sitwèb odyans pwojè kapital MTA 2021.

MTA a resevwa lajan federal konfòrmeman avèk Administrasyon Transpò Federal (FTA) nan Seksyon 5307 nan Depatman Transpòtasyon Etazini ak/oswa Seksyon 5309, 5324 (FTA Emergency Relief), 5337 ak 5339 Tit 49, nan Kòd Etazini (Kòd la), Tit I nan Lwa sou Transpòtasyon Sifas Etazini (FAST Act) ansanm avèk lòt afektasyon federal. Gouvèrnè Eta New York, otorite lokal yo, operatè sèvis transpò piblik yo te deziyen MTA pou resevwa kalite sibvansyon sa yo.

Lajan yo mande a se pou kategori pwojè kapital yo ki liste anba e yo pi byen dekri nan Pwojè Pwogram MTA yo. Pwojè Pwogram MTA yo disponib pou revizyon nan **new.mta.info/2021-capital-projects-hearing** lè ou rele nimewo ki liste anba. MTA mande epi ankouraje kòmantè founisè transpò prive yo. Amelyorasyon Kapital nan kad Pwogram sa a fèt jeneralman nan rezo MTA oswa nan yon pwopriyete vil la oswa Eta posede. Akizisyon byen oswa relokasyon ap fèt konfòmeman avèk dispozisyon legal ak reglemantè apwopriye yo. Pwojè yo ki fè pati nan odyans sa a fè pati nan Pwogram Kapital ki apwouv 2010-2014, 2015-2019 oswa 2020-2024.

Pwojè kapital yo te apwouve oswa ap andose pa Òganizasyon Planifikasyon Metropoliten pou rejyon metropoliten New York epi konfòme avèk Plan Enplemantasyon Eta (SIP) jan li obligatwa daprè Lwa modifiye 1990 sou Kalite Lè. Pwojè a pa ta dwe gen okenn enpak negatif anviwonmantal enpòtan. Si FTA prepare yon deklarasyon fòmèl sou enpak anviwonman an sou nenpòt nan pwojè pwopoze yo, MTA ap emèt yon avi piblik pou rann deklarasyon an disponib. Tout egzijans legal yo ki gen rapò avèk kliyan granmoun ansanm avèk sa ki andikape ap satisfè.

Li prevwa nenpòt diferans ant depans pwojè a ak lajan sibvansyon federal la ap satisfè grasa lajan ki te disponib pa youn oswa yon konbinezon ajans kredi ki afiliye lokal ak eta pou pataj pwojè ki pa federal ki jenere grasa revni tòll annakò avèk lwa federal (23 USC 120 (i)), oswa lavant byen oswa pwogram revni.

Nan Ane Fiskal Federal 2020, MTA kalifye pou resevwa yon estimasyon $684.2 milyon nan lajan seksyon 5307, $795.3 milyon nan Seksyon 5337 State of Good Repair funds, ak $28.6 milyon nan Lajan pou Enstalasyon Otobis ak Bis. Repatisyon pou Ane Fiskal Federal Ane 2021 la poko disponib. Lajan Federal yo dwe jeneralman matche a yon kontribisyon lokal pataje pou asistans kapital 20 pousan pou pifò kategori finansman yo.

KATEGORI PWOJÈ/DEMANN FEDERAL ESTIME (Dola an Milyon)

LONG ISLAND RAIL ROAD

Kategori Pwojè	$M
Estasyon	180.05
Ray	661.00
Liy Estrikiti	197.40
Kominikasyon ak Siyal	19.40
Acha ak Santye	36.80
Elektrisite	142.30
Divès	138.00
Total LIRR	**$1374.95**

METRO-NORTH RAILROAD

Kategori Pwojè	$M
Bato Ferry yo	$12.56
Estasyon	275.39
Ray ak Estrikti	834.40
Kominikasyon ak Siyal	238.85
Elektrisite	124.59
Acha ak Santye	6.70
Divès	56.00
Total MNR	**$1548.49**

NEW YORK CITY TRANSIT

Kategori Pwojè	$M
Ranplasman Otobis	247.20
Estasyon Pasaje	2550.40
Ray	394.00
Liy Ekipman	110.00
Liy Estrikiti	981.00
Siyal ak Kominikasyon	375.80
Elektrisite	177.00
Achte	80.00
Depo	28.50
Divès/Tjans	66.20
Staten Island Railway	40.00
Total NYCT	**$5050.10**

OTOBIS MTA

Kategori Pwojè	$M
Acha otobis	20.90
Etablisman yo	16.00
Total Otobis MTA	**$36.90**
MTA TOTAL	**$8,810.44**

Dat ak Lè Odyans Piblik Vityèl yo, Peryòd Anrejistreman yo

PWOJÈ KAPITAL 2021, ODYANS PIBLIK VITYÈL, Madi 23 Fevriye 2021

Odyans lan ap kòmanse nan 5:00 p.m. Seminè anliy Vityèlman nan Zoom

Fòma Odyans Piblik Vityèl

Akoz pandemi COVID-19 ki ankou, nap òganize reyinyon sa a vityèlman atravè platfòm anliy Zoom ak fonksyon konferans telefonik, avèk yon difizyon andirèk sou sitwèb odyans pwojè kapital MTA 2021.

Ou sipoze anrejistre alavans pou ou pale nan yon odyans piblik vityèl. Chak moun pral gen twa (3) minit pou pale.

Anrejistreman pou Odyans Piblik Vityèl la

Pou w anrejistre pou w pale nan odyans piblik vityèl yo, tanpri anrejistre sou entènèt nan **new.mta.info/2021-capital-projects-hearing** oswa rele nan Nimewo Odyans Piblik lan nan (646) 252-6777. Anrejistremna pou odyans piblik vityèl pral ouvè nan dat 23 Fevriye 2021 apati 10:00 a.m. pou rive 11:00 a.m. Tout kòmantè yo pral transkri epi yo pral fè pati dosye pèmanan odyans sa yo.

Rejwenn nou nan Odyans Piblik Vityèl la

Si w anrejistre pou w pale, ou kapab rejwenn nou atravè Zoom nan lè ki te pwograme pou odyans lan swa sou entènèt oswa pa telefòn atravè enstriksyon sa yo:

Rejwenn Zoom sou entènèt: Pou w jwenn aksè nan seminè anliy sou Zoom lan, vizite sitwèb la: **new.mta.info/2021-capital-projects-hearing**

(Ou kapab ale tou sou zoom.us/join epi antre nimewo webinè a 889 4444 8992)

Rejwenn pa PC/Tablet/Smartphone:
Rewjenn lyen: https://mta-info.zoom.us/j/88944448992
ID seminè sou entènèt: 889 4444 8992

Rejwenn Zoom sou entènèt pa telefòn: Pou aksede a rankont Zoom lan atravè telefòn, tanpri rele 1-877-853-5247 (gratis). Epi antre nimewo Webinè a 889 4444 8992, epi apre peze sly dyèz (#).

Wè Sèlman Sou Entènèt: Manm Piblik la ki ta renmen sèlman pou yo asiste a odyans lan kapab jwenn aksè a "andirèk" la nan **new.mta.info/2021-capital-projects-hearing.**

Soumèt yon kòmantè

Yo dwe depoze tout deklarasyon alekri yo nan 5 p.m. nan dat 23 Janvye 2021. Kòmantè nou resevwa apre dat ak lè sa pap konsidere.

Pou w jwenn yon Kopi nan Pwojè Pwogram Konplè MTA

Wap jwenn yon lis konplè pwojè yo ki kalifye pou finansman daprè pwopozisyon sa a disponib sou sitwèb MTA nan **new.mta.info/2021-capital-projects-hearing** oswa lè ou eskane Kòd QR la. Wap jwenn enfòmasyon sou lokal piblik yo ansanm avèk pwojè yo ki kalifye pou finansman sou sitwèb MTA oswa lè ou kontakte MTA nan adrès ki anba. MTA ap fè pwogram final pwojè yo disponib sou sitwèb li pou pwojè seksyon 5307-finanse lè FTA atribye sibvansyon pou pwochen ane fiskal la.

MTA ap fè pwogram final pwojè yo disponib sou sitwèb li (http://web.mta.info/mta/grant/index.html) pou pwojè seksyon 5307-finanse lè FTA atribye sibvansyon Federal ane fiskal 2021.

Lòt fason anplis pou w fè komantè epi pou w mande enfòmasyon

Pou soumèt kòmantè, pou w jwenn enfòmasyon adisyonèl oswa pou mande kopi aplikasyon yo ak pwojè pwogram final yo pou soumèt nan FTA, yo ta dwe voye lèt yo nan **MTA Capital Program Funding, Re: 2021 Capital Projects Virtual Public Hearing, 2 Broadway, Room B4.01, New York, NY 10004. Tout lèt yo dwe gen so lapòs pa pita pase 23 Fevriye 2021.**

Pou w soumèt kòmantè oswa pou lòt enfòmasyon anplis, ou kapab kontakte nou nan **new.mta.info/2021-capital-projects-hearing** oswa rele nimewo Odyans Piblik la nan (646) 252 6777.
Ajan telefòn yo disponib apati 6 a.m jiska 10 p.m chak jou.

Sèvis Aksè ak Èd pou kesyon Lang

Nan odyans vityèl yo CART Captionning ak Lang Sly Ameriken ap disponib.

Manm nan piblik la ki soud oswa ki difisil pou yo tande ka itilize sèvis transmisyon yo vle a oswa yo ka itilize sèvis transmisyon gratis 711 lan, epi mande pou yo konekte yo a nimewo Odyans Piblik lan nan (646) 252-6777 pou yo pale ak yon ajan.

Manm nan piblik lan ki avèg oswa ki pa wè byen ka mande mezi adaptasyon anvan oswa pandan 3 Fevriye 2021, lè ou soumèt yon demann anliy sou entènèt nan **new.mta.info/2021-capital-projects-hearing** oswa rele nimewo Odyans Piblik lan nan (646) 252-6777.

Manm nan piblik lan ki pa gen aksè a yon òdinatè oswa ki pa gen aksè a entènèt ka tande chak odyans yo lè ou rele seminè anliy Zoom nan 1-877-853-5247 (gratis).
Epi antre nimewo Webinè a 889 444 8992, epi apre peze siy dyèz (#).

Si w bezwen èd pou kesyon lang oswa nenpòt mezi adaptasyon, tanpri soumèt yon demann omwen twa jou biwo anvan dat odyans lan pwograme an nan yonn nan fason ki vin annapre yo: sou entènèt nan **new.mta.info/2021-capital-projects-hearing** lè ou rele nimewo telefòn Odyans Piblik lan nan (646) 252-6777, oswa voye yon lèt bay : **MTA Capital Program Funding, Re: 2021 Capital Projects Virtual Public Hearing, 2 Broadway, B4.01, New York, NY 10004.**

Metropolitan Transportation Authority www.mta.info

Journal 3- 10 février 2021qxp.qxp_HO 2/4/21 6:02 AM Page 5

U.S. Ambassador Michele J. Sison, an Obstacle to Democracy in Haiti

By Emmanuel Roy

Michele J. Sison, a career diplomat, has been the United States ambassador to Haiti since February 2018. Appointed by Donald J. Trump, she has been by far the worst American ambassador Haiti has known. The saddest part of the saga is that she is not new to Haiti, having served there in 1982. Perhaps her knowledge of Haiti and her business interests involving members of the ruling PHTK, *Bald Headed* party is an impediment.

Since her arrival in Haiti, she has been compromised because of her alliance to some business interests and to several members of the PHTK political party, including the former and current Haitian president. Instead of promoting democracy and respect for the rule of law, she has become a mouthpiece for Jovenel Moïse, the current Haitian president whose term of office expires on Sunday, yes, on February 7.

She has been steadfast in her defense of Moise's decision not to hold legislative elections in 2019, causing the Legislature to be dysfunctional, allowing him to rule by decree since January 2020. Through her meddling, she has contributed partly to the insecurity in Haiti. Her inability to respect diplomatic norms and principles has raised eyebrows in Port-au-Prince, as well as in Washington, forcing Congresswoman Maxine Waters to send a stern letter to her.

Mrs. Waters, (Democrat, CA-43rd Fistrict), the Chair of the House Financial Services Committee and a long-time friend of Haiti, was alarmed when she read reports concerning violent attacks in several impoverished neighborhoods of Port-au-Prince by a death squad headed by gang leader Jimmy Chérizier, alias Barbecue, with the support of the Haitian police.

In her letter, last May, to the Honorable Ambassador, Ms. Waters stated: *"I write to urge you to use your considerable knowledge and experience in Haiti to prevent the country from descending into a downward spiral of chaos and violence."* That has already happened and continues to this day as more people are being kidnapped daily, apparently with the blessing of the Moïse administration, which has failed to act on an arrest warrant against Barbecue, outstanding since the summer of 2019.

"As a United States Ambassador, it is your responsibility to develop good relations between the United States and the countries in which you serve," Ms. Waters wrote, adding, *"The United States cannot have good relations with countries that do not respect the rule of law and internationally recognized human rights. I know you understand this as an experienced diplomat with the rank of Career Ambassador, numerous Department of State awards, and diplomatic assignments dating back to your initial tour as the human rights officer at the U.S. Embassy in Port-au-Prince in 1982. Your knowledge of Haiti and your experience in diplomatic posts around the world make you well positioned to promote respect for the rule of law and basic human rights and influence Haiti's development in a positive direction."*

As much as the Congresswoman's letter highlighted the many accomplishments of Ambassador Sison, when it comes to Haiti and the PHTK party, she has been unable or unwilling to advance the cause of human rights and respect for the rule of law.

As February 7, 2021 approaches, marking the constitutional end of Moïse's disastrous administration, Ambassador Sison is working feverishly to ensure that the PHTK folks maintain their grip on power. She has been pressuring the opposition to accept René Sylvestre, a judge of *La Cour de Cassation*, Haiti's Supreme Court. Mr. Sylvestre would be a terrible choice for many reasons. First, he suffers from some form of Alzeihmer's; second, he was appointed by President Moise in violation of the Haitian Constitution; third, he is beholden to the PHTK party, and fourth, he is not the most senior judge of the Court.

The next contender in behalf of whom Ambassador Sison has been lobbying the State Department to lead a transitional government is Senator Joseph Lambert. Last month, he illegally became president of the dysfunctional Haitian Senate, with only 10 members out of 30, unable therefore to muster a quorum to enact any law or be effective otherwise. All this, thanks to President Moïse, who engineered adroitly to knock out the Legislative branch, arrogating himself dictatorial power.

In addition, Lambert is a criminal, who has been accused of drug dealing and suspected in several politically motivated killings of opponents. He is equally a terrible choice to head an interim government. A choice of Lambert as president would inevitably allow Joseph Jouthe to remain as Prime Minister, thereby paving the way for the murderous PHTK party to remain in power.

On February 7, Haiti must make a clean break from the PHTK, *Parti Haïtien Tèt Kale* (Bald-Headed Haitian Party,) which gets its name from its bald-headed founder, Michel Joseph Martelly, who also has adopted the nickname of "Legal Bandit." No person associated with that party can be trusted to hold free and fair elections. After all, former President Martelly is poised to run again for the presidency and is counting on having control of the transition government to rig the election in his favor.

Democracy will suffer a mortal blow, if the PHTK is allowed to dictate who succeeds Jovenel Moise on February 7.

Manny, 4 February 2021
Cell: 202-880-2638

Attorney Karen André, Special Assistant to the President of the United States: A Win-Win Scenario

By Daniel Faustin *

SPECIAL TO HO—The choice of Attorney Karen André as a Special Assistant to US President Joseph Biden is no secret to most observers of American politics. Ms. André is a well-known community organizer, born in New York of Haitian parents. The values of social engagement and commitment to serving her community were instilled in her at an early age, and she has opted for a career in public service instead of more lucrative opportunities available to law professionals. Among those who, undoubtedly, contributed to her profound understanding of human interactions and the power of cooperation is her mother, the popular singer and community activist Farah Juste, an icon in Haitian communities around the world.

During a recent visit to New York, at the invitation of Fritz M. Clairvil, a reputable community organizer, who leads a virtual Haitian think-tank group, I had the opportunity to meet Ms. André. She shared with me her passion for working with Haitian American leaders around the country, to lift their communities to a level where every family may have a fair share of the American dream. She strongly believes that membership into the National Organization of Haitian American Elected Officials (NHAEON) can be extended to all Haitian American citizens in the US to become a force for needed changes in their local communities as well as a guiding light for American international policies affecting their native land of Haiti.

The Haitian American population in the United States has grown exponentially since the massive exodus of the Duvalier era (Papa Doc and Baby Doc) of the 1960's and '70s, when many Haitian families fled the dictatorship in their country to establish themselves in many parts of the world. The second and third generations of Haitian Americans resulting from those waves of massive immigration to the US have contributed to the nation's economy and diversity, as they become increasingly a large voting bloc. A conservative estimate of the number of Haitian Americans puts that population at 2-3 million, capable of influencing election results in close races in many states and cities across the country. One recurrent theme regarding community organizations in the Haitian Diaspora is their lack of leadership elected by their members in a true democratic manner. Therefore, their inability to gain the confidence of prospective members and advocate on their behalf.

In America, the legal process of electing officials who also participate in the membership and leadership of an organization such as NHAEON offers a ready solution to the lack of legitimacy affecting many Haitian Diaspora groups, whether local or regional, that were created to fulfill a certain mission. Without a well-organized structure for recruiting and voting leaders into their respective roles, it is difficult to establish acceptable governing boards. NHAEON can extend membership to Haitian American voters across the country and dedicate itself to addressing their special needs in relation to cultural sensitivity issues, to language and economic barriers and, in the process, receive from them clues regarding best policies and appropriate support to Haiti. An organization like NHAEON can also fill the leadership vacuum which results in misguided US policies toward the ancestral land of the Haitian American citizens whose tax dollars are often used with little or no accountability in projects that exclude the majority of the country's citizens.

It should be clear to all that as Special Assistant to the President, Karen André, has the colossal responsibility to be the eyes and ears of the Chief of State on a multitude of issues. She has been appointed to a role that her professional experience has prepared her to perform with great distinction. Her attention to the well-being of the extended role of the National Organization of Haitian Americans Elected Officials can ensure its growth, as well as its support of a voting bloc to the leadership of the Democratic Party, claimed as home by most of its members. With her advisory input, an opportunity for community empowerment in the US and a stronger advocacy for policy change in Haiti create a win-win scenario.

***Daniel Faustin, FD, MD.**
January 21, 2021
at *dfaustinob@gmail.com*

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Journal 3- 10 février 2021qxp.qxp_HO 2/4/21 6:02 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Lè se « bandi legal » ki an kontwòl, peyi a fini, se tèt drèt nan youn bafon!

Peyi a rive nan youn pwen kote bèl pwomès pa alamòd ankò, konferans pasi pala pa di anyen. Paske se « *bandi legal* », g ang, k ap dikte sa k pou fèt. Prezidan oblije obeyi, epi Lapolis nan youn sitiyasyon difisil, paske prezidan an pase lòd pou l okouran tout deplasman chèf Polis la ap antreprann. Sa grav, paske *Apredye* vin depann de gang ki deside sa k pou fèt.

Lendi semèn pase a, 25 janvye, prezidan Jovnèl Moyiz (Jovenel Moïse) te fè gwo diskou pou l pa di anyen. Selon mwen menm, bagay pi enpòtan li te di se « ***elektrisite 24 sou 24*** » la ankò. Men fwa sa a, li pa di nan konbyen mwa, jan l te di nan lane 2017. Vwala ke 4tr an gentan pase epi se fènwa ki gaye pi rèd, toupatou, kòmsi se fènwa Msye Moyiz te vrèman pwomèt. Kidonk pwomès rasi ki vin tankou bouyon rechofe sa a pa brindeng pèsonn asètsèzè.

Men nan bonswadanm nan prezidan an trè aktif, youn fason pou l fè wè pa gen tankou l, li p ap fè youn pa, jiskake li regle tout bagay. Nan dat 10 janvye, li te rankontre ak prezidan dominiken an, *Luis Abinader,* nan zòn fwontyè a pou diskite sou youn bann pwojè li pral realize. Pi devan nou vin aprann ke nan pwojè yo, Repiblik dominikèn kapab anmezi pou founi Ayiti elektrisite – pa pou granmesi! Anpil lòt sijè te diskite, menm kijan pou dokimante tout Ayisyen ki nan Repiblik dominikèn. Tou sa se bèl bagay. Men tou yo te fèt pou diskite sou «e volisyon », kijan sa ap pwogrese, konsènen « *kriz politik*» ann Ayiti a. Anyen pa janm soti sou sa. Sa sa vle di ? Pawòl twò fò, machwè gonfle !

Antouka, se nan byen ta nou vin konnen ke prezidan bò lakay la te pwofite vwayaj sou fwontyè a pou te voye vounm lajan al depoze an Repiblik dominikèn, lajan kach. Men pita toujou, nan dat 18 janvye a, men *Esther Antoine,* nan vwati ak plak ofisyèl, ki travèse fwontyè ak 7 milyon dola, lajan ke prezidan an voye sere. Fò m di nou dam sa a se fanm sou kote *Ronald Lubérice,* ki se bra dwat prezidan an nan Palè a. E prezidan an gen dizon pa l sou lèkote ak manmzèl. Kivedi lajan pran devan al tann chèf la aletranje lè li pral bezwen l. Atò se konsa li p ap fè youn pa Kita, youn pa Nago a ! Se sèl bann san konprann yo ki ka kwè prezidan an. Tandiske milyon ap kite peyi a an katimini, pandan youn bann anplwaye Leta pa ka touche. Sa se kriminèl !

Men pou « *jeter la poudre aux yeux »*j, an yo di an franse a, gwo konferans fèt ann Ayiti ak dyaspora, jan minis Ayisyen k ap viv aletranje a (MHAVE), *Louis Gonzague Edner Day,* te òganize nan dat 14-16 janvye. Li pa menm gentan fin diskite tout pwoblèm ak solisyon pou dyaspora a, prezidan an ba l youn pwomosyon. Msye nonmen minis Enteryè ak Kolektivite tèritoryal, kivedi anchaj sekirite tout peyi a, tout majistra ak otorite ki anchaj seksyon riral sou kont li. Sèl sa m ka di nou se pa chanjman ki fèt layk dis layk dat.

Renal Liberis

Kilès ki ta di sa pou prezidan oblije ap pran lòd nan men chèf gang ! Se pa bagay ki te pale ankachèt. Chèf G-9 anfanmi ak alye, *Johnny Chérizier,* ki prefere yo rele l *Mèt Barbecue,* te di piblikman gen 2 minis pou prezidan an revoke tousuit. Premye a se te *Audain Fils Bernadel,* nan depatman Enteryè a. Lòt la se te *Nicole Yolette Altidor,* nan ministè Afè sosyal ak Travay. Epi youn semèn pa gentan pase, tou lè 2 atè.

Nan 2 chanjman sa yo, Enteryè a pi enpòtan, paske se minis sa a ki pral anchaj pou travay ak gang yo, pou vin fè yo ofisyèl, menm jan sa te fèt lè *Fraçois Duvalier* t ap monte òganizasyon Tonton-Makout la ke yo te rele *Volontaires de la sécurité publique.* Kanta pou minis Afè sosyal la, *Mèt Barbecue* di li pa t fè travay li jansadwa. Li pa t debouse ase lajan pou gang yo opere. Jan nou te toujou konnen an, gang sou pewòl. Se pwòp lajan taks nou ki sèvi pou sipòte « *bandi legal* » k ap dechèpiye malere ak malerèz, jiskaske se biznis kidnapin nan ki pi pwofitab nan peyi Dayiti.

Men sitiyasyon gang, « *bandi legal* », vin pran youn dimansyon kote nou ka di sa depase lèbòn. Nan dat 28 janvye a, jedi pase, gwo nouvèl ki te pran lari se te lanmò *Serge Renel,* alyas *Ti Junior Lasaline.* Men anvan jounen an te pase, yo demanti nouvèl la, se pa msye, men youn lòt *Junior,* ki fè pati gang ki rele « *Krache Dife* » a, ki te jwenn lanmò l Lasalin nan youn akwochay ak Lapolis ki t ap mennen youn operasyon nan zòn nan.

Avèk gang yo ki « *federe* » sou kontwòl chèf *Johnny «Barbecue* » *Cérizier,* tou sa k rive youn manm Lafanmi se bagay ki regade l, sitou lè se chèf youn zòn ki tonbe. Alò, *Mèt Barbecue* pale ak prezidan an pou l konnen kijan sa fè rive pou Lapolis al frape youn zòn san l pa okouran, jiskaske youn bra dwat li jwenn lanmò. Selon mounn ki t ap suiv konvèsasyon an, prezidan an bay mo l, li pral pran swen sa. Apre sa, prezidan an fè direktè jeneral Polis la, kivedi Léon Charles, konnen, ke fòk li okouran tout deplasman Lapolis anvan sa fèt.

Jimmy Chérizier

Selon sa n aprann, sanble DG a pa soti pou l bese tèt devan sitiyasyon k ap devlope a. Sa ta vle di pa gen operasyon kont gang k ap janm reyisi, paske zanmi gang yo, Opalè menm, ap toujou mete yo okouran nenpòt lè youn operasyon pral fèt nan zòn yo. Men nan kisa nou tonbe, prezidan Repiblik la fè pati « *Lafanmi ak alye yo* » ki fòme « *Gang federe* » yo. Epi pinga pèsonn konprann yo ka demanti m. Alò m ap tann pou yo vin eksplike kijan Lapolis pa ka arete *Barbecue* ki gen manda arestasyon ministè Lajistis dèyè l depi 2019. Plis atò, Barbecue òganize manifestasyon nan Pòtoprens, dènye a nan dat 22 janvye a. Epi se pa nenpòt manifestasyon konsa konsa, se *« kont kidnapin, peyi lock* » ak enstabilite politik, kivedi pwoteksyon pou gouvènman JoMo a. Jan yo di pawòl la : « *Grate do m, m a grate pa w !* »

Epi se konsa n ap rantre sou 7 fevriye a, epi men se Jovnèl Moyiz ak « *bandi legal* » ki ansanm ak tout gang yo fas a prèske tout sitwayen ki merite pwoteksyon Lapolis, menm pwoteksyon gad Palè a, sa yo rele USGPN nan. Otreman, peyi a pral tonbe nan youn trou kote li p ap ka soti san mobilizasyon entènasyonal, ki pa vrèman youn bon solisyon, jan nou konstate l la. Nèspa vrè ke tout gang yo leve kou pichon anba je Entènasyonal la k ap fè « *la pluie et le beau temps* » nan peyi a depi dik tantan ? M espere nou tout konprann. Ann avan !

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
3 fevriye 2021

Journal 3- 10 février 2021qxp.qxp_HO 2/4/21 6:02 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

assume dictatorial power. Considering the president's apparent determination to stay put, a bloodbath, not even sparing him, is a distinct possibility.

In massive demonstrations on Sunday, throughout the country, one slogan dominated the demands: **"February 7, Jovenel out!"** EFE, the Spanish news agency, gave the widest coverage to the Sunday events. Emphasis has been put on the words of influential political leader Moïse Jean-Charles who led one of the demonstrations from Petion-Ville to the Champs de Mars in the vicinity of the National Palace, He thundered: **"Stay mobilized till February 7. Jovenel has to go!"** On Monday, Februsy1st, the EFE reportage was on the front pages of the newspapers in the Dominican Republic, next door.

Following up on the Sunday demonstrations, on Monday, a national strike affecting almost all activities, was 95% successful, according to reports from Port-au-Prince and other cities. A barometer of the situation is what happened in usually peaceful Cayes, the capital of Haiti's southern region. Cayes exploded on Sunday, with almost all able-bodied citizens in the streets yelling: **"February 7, Jovnel must go!"** But on Monday, Cayes was shut down by the strike, not unlike other cities, including the capital of Port-au-Prince.

The events of those two days eloquently express the mood of the nation. In a way, the peaceful actions of the citizens are like a no-confidence vote of President Moïse, who should properly decipher the message sent to him.

Meanwhile, statements and political actions by organizations and personalities at this juncture signal that the days of President Moïse are indeed counted. The multiple opposition groups have finally presented a unified front and, in a document issued during the weekend, have proposed how to proceed in a post-Jovenel Moïse Haiti. First, agreement has been reached on the thorny issue of an interim president. They're following the constitution by choosing a judge of the Supreme court, yet to be named, for that post. Also, a widely representative commission, in accord with civil society and the president, would agree on a Prime Minister to be in charge of governmental operations.

Jovenel Moïse and his wife Martine and their children.

A Transition Government. The transition government, over a two-year period, would be streamlined to 14 ministries, instead of the bloated one of 18-22 that has failed to address the problems of the country. Among the tasks of the new government are trials concerning the PetroCaribe heist, with recuperation of stolen funds to be used in development projects and for meeting the dire needs of the population. High on the agenda of the transition government is dealing with the gangs that have proliferated during the two PHTK, *Bald Headed,* regimes, inspired as they are by the founder ot the PHTK himself who is a self-styled "Legal Bandit." But the most important task of the interim government will be democratic elections at all levels, especially since President Moïse failed to hold any election since he assumed power. Currently, he's the only elected official, other than 10 senators out of 30, who are unable to be of much use, since they cannot muster a quorum.

A national dialog by Senator Joseph Lambert. The recently named president of the one-third Senate called, Saturday (January 30) for a two-day "national dialogue" starting today (February 3) ending tomorrow, to be held at Tara's La Sapinière in Pétion-Ville. The invitation states that the dialogue aims at *"curbing the impending chaos and stabilize the country."*

This is not the first time that Senator Lambert has evoked the term chaos to describe what is happening in Haiti. In an article in *Le Nouvelliste,* January 15, he stated, that since January 13, when President Moïse tweeted about acknowledging the dysfunction of Parliament, *"the democratic order was suspended . . . we are facing a precipice, a chaos."* Indeed, the Senator of the Southeastern region was critical of the president, mentioning a one-man rule and the issuing of a *"bunch of decrees, though being warned by certain friends of the international community, especially the State Department."* He also denounced *"killings in La Saline, kidnappings, students murdered, and heads of gangs who have an outlet of ONI [Office of National Identity] issuing electoral cards."*

Working closely with former Haitian President Michel Joseph Martelly, Senator Lambert must be considered an ally of the PHTK. Some believe that he got some help from the former president to assume the presidency of the truncated Senate so he would be properly positioned to assume the presidency when Jovenel Moïse leaves office, not unlike what happened in February 2016 when Martelly had to resign and Senate President Jocelerme Privert became president and oversaw the elections which were won by Candidate Moïse. Senator Lambert would also organize elections for a second return of Michel Joseph Martelly to power.

Obviously, President Moïse has lost the support of the inventor of the PHTK, *Bald Headed* party, which gets its name from the bald-headed Michel Martelly himself who, on top of his stage name of Sweet Micky, has also assumed the personae of "Legal Bandit."

The Director General (DG) of the National Police (French acronym PNH) has also spoken. DG Leon Charles asserts that *"political problems hamper the Police"* in carrying out its mission. In an interview posted in *Gazette Haiti.com,* dated January 29, and reproduced February 1st in the popular blog *JJJ Communications,* the Police chief sounds bitter.

In a pre-registered message, Mr. Chrles says there's a risk that the armed gangs could take the whole country hostage. *"We are going through difficult times and people just look without doing anything."* Furthermore, he adds, *"Political problems don't work in favor of the National Police which has a job to do. The police are at a difficult bottleneck. It is facing a tough situation in that the armed gangs are constantly being supplied ammunition. And some individuals use the gangs against the population."*

Certainly, these gangs rely on individuals who have international contacts because Haiti does not have an arms and ammunition manufacturer. Mr. Charles could have been more direct by pointing out that he has been restrained from arresting a powerful gang leader who moves about freely, even organizes pro-government demonstrations, while there is an outstanding arrest warrant against him from the Jusitice Department since the summer of 2019. Of course, it's none other than the well-known Jimmy Chérizier, alias Barbecue, who was, along with two high officials of President Moïse's administration, sanctioned last December 10, under the Magnitsky Act by Trump's Treasury Department for the November 13, 2018 La Saline massacre during which more than 70 were killed, including women and children.

***Several organizations have recently denounced President Moïse and called on him to abide by the Constitution:** The members of the Federation of Haiti's Bar Associations (French acronym FBH) signed a resolution on January 31 in which they unanimously state that the mandate of President Moïse ends on February 7. He has no legitimacy to organize any elections with a self-imposed illegal electoral council

On January 21, je National Association of Haitian Medias denounced the repression unleashed by the government against journalists clearly identified as they carry their task. And on January 30, the Association of Haitian journalists abroad (French acronym AJHE), based in Boston, brought their support to their counterparts at home in a special communique.

Two weeks ago, the Protestant associations issued what could be called a Manifesto, spelling out all the reasons for Jovenel Moïse to vacate the Palace by the time mandated by the Constitution, February 7. His actions are such that he is unfit to serve as president,

With such consensus against him, Jovenel Moïse could face the fate of Jean Vilbrun Guillaume Sam, the Haitian president who ordered political prisoners executed and was himself dragged from the French Legation in Port-au-Prince where he had sought refuge, on July 28, 1915, to be chopped in so many pieces. Whereupon the U.S. 1915 invasion of Haiti that would last 34 years. May Haiti be spared such gory and humiliating scenes!

RAJ
3 February 2021
raljo31@yahoo.com

DE BROSSE & STUDLEY, LLP
Richard A. De Brosse
Attorney at Law
ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432
Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187
rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 3- 10 février 2021qxp.qxp_HO 2/4/21 6:02 AM Page 8

DANS L'ESPACE DE QUATRE JOURS, LE COMBLE POUR JOVENEL MOISE ET PHTK

Des malheurs potentiels le 7 février

Victimes et demandeurs de justice mijotent revanches...

Suite de la page 1

peuple haïtien à le chasser du Palais national, le 7 février, ou avant, la grève de deux jours, dont le premier s'est déroulé, le lundi 1er février, ne lui laisse aucune marge de doute. L'observation, à 95 % (certains observateurs disent à 100 %), du mot d'ordre de débrayage, à l'échelle nationale, un événement jamais enregistré auparavant, à ce niveau, constitue un message clair. Ce qui devrait porter l'Exécutif haïtien à mettre de l'eau dans son vin par rapport à la violence perpétrée par ses forces de sécurité sur les citoyens protestant contre son gouvernement et exigeant qu'il respecte la date de la fin constitutionnelle de son mandat présidentiel, le 7 février. À entendre les slogans lancés dans les manifestations et les menaces proférées dans les média sociaux, ainsi qu'à l'occasion des différentes interventions sur les radios, les citoyens peuvent à peine retenir leurs émotions, potentiellement traduites en violence contre ceux qu'ils perçoivent comme étant les prédateurs, les assassins, les kidnappeurs, en sus des dilapidateurs des Fonds PetroCaribe. Dès lors, les victimes du régime dirigé par Jovenel Moïse, toutes catégories confondues, attendent impatiemment la date du 7 février pour demander des comptes aux agresseurs.

C'est curieux que Jovenel Moïse et son équipe, même en fin de règne, continue d'accélérer la machine criminelle. Dans certains milieux politiques, les rumeurs vont bon train relatives aux projet du gouvernement Moïse-Jouthe de multiplier les actes d'assassinat. Bien que certains invitent à prendre de telles informations avec un grain de sel, les faits semblent donner raison à ceux qui les répandent.

En effet, tout au long de cette dernière semaine, les policiers n'ont cessé d'exécuter les ordres reçus du Palais national pour tirer sur les activistes de l'opposition mobilisés dans les rues, principalement contre le kidnapping, aussi bien pour exiger le départ de Jovenel Moïse, à la date d'expiration de son mandat constitutionnel, le 7 février. Le dernier en date des actes criminels attribués aux hommes de main proches du Palais national a eu lieu dans la soirée du mercredi 3 février. L'-ex-sénateur Nènè Cassy, arrêté illégalement, l'autre semaine, alors qu'il participait à une marche pacifique, a dénoncé une tentative d'assassinat dont il a été victime, aujourd'hui (mercredi 3 février).

M. Cassy a déclaré que le véhicule dans lequel il se trouvait, avec quatre autres personnes, a essuyé des tirs nourris, à Delmas 19, partis d'une Toyota Prado immatriculé « *Service de l'État* ». Bien qu'il n'y ait eu que des blessés, dans son véhicule, des morts sont enregistrés dans le voisinage où s'est produit la fusillade.

Quand de tels crimes sont commandités par le pouvoir, leurs auteurs ne sont jamais identifiés, encore moins punis. Ces temps-ci, de telles attaques sont attribuées à des personnes liées aux dirigeants du pays, laissant croire que ce crime restera impuni.

Les citoyens à la merci des hommes de main

Selon des sources proches du pouvoir, des instructions ont été passées aux criminels liés aux dirigeants pour qu'ils « *sévissent* » sans aucune retenue contre tous ceux qui demandent le départ du président le 7 février. C'est pourquoi depuis dimanche soir, lors du carnaval, des coups de feu ont été entendus, au Champ de Mars, non loin du Palais national. On rapporte qu'au moins 20 personnes auraient été blessées.

D'autre part, selon des sources généralement crédibles, des coups de feu tirés d'armes de gros calibres, ont été entendus dans la région de Bolosse, au sud de la capitale. Les mêmes informateurs ont déclaré que les thuriféraires engagés par le pouvoir profitaient de cette occasion pour essayer des armes qui venaient d'arriver d'une cargaison qu'on croyait appartenir aux autorités, dont le contenu a été débarqué au wharf de Lafiteau. On laisse croire que parmi ces armes auraient été interceptés des lance-grenades et des mitrailleuses.

Au courant de la semaine dernière, aux Gonaïves, des policiers appartenant aux brigades spécialisées de la PNH, sont arrivés dans le quartier populaire de Raboteau où ils ont tiré à hauteur d'hommes sur des jeunes gens de ce quartier. Selon des informations disponibles, au moins cinq personnes auraient été tuées, alors que plus d'une dizaine aurait été blessée.

Offensive contre les gens de Fort-Liberté

Des sources généralement crédibles ont révélé que l'administration Moïse-Jouthe a autorisé ses hommes de main à faire feu sur tous les gens qui manifestent dans les rues demandant que le chef de l'État quitte le Palais à la date fixée par la Constitution et la Loi électorale pour que prenne fin son mandat, soit le 7 février.

Les citoyens de Ouanaminthe sont précisément descendus dans la rue demandant Jovenel Moïse « *déposez la clé du Palais sous la porte* » tôt dans la matinée du 7 février. Autrement, le peuple viendra le « *chasser* ». Sur ces entre-faits, des policiers en poste dans cette ville, proche de la frontière avec la République dominicaine, ont fait feu sur des manifestants. Selon des témoins sur place, au moins une personne a été tuée et plusieurs autres blessées.

Le même incident s'est produit à Fort-Liberté, mais on n'y a enregistré que des blessés. On laisse croire que les manifestants ont scandé des slogans disant, notamment, vouloir présenter des excuses au peuple haïtien de lui avoir « *donné un criminel et un nul pour président* ».

Aux Gonaïves, les mêmes policiers soudoyés par le Palais national ont continué la série noire avec une attaque sur un hôtel du sénateur Youri Latortue. S'il n'y eu aucun mort, des témoins sur les lieux ont fait savoir que des dégâts importants ont été enregistrés à l'intérieur de l'immeuble.

Mais, aux Cayes, dans le département du Sud, une manifestation a été dispersée violemment par les policiers qui avaient, dans un premier temps, arrêté un leader communautaire. En réaction, la foule, qui était évaluée à plus de 5 000, ont investi le commissariat exigeant que le prisonnier soit libéré sur le champ, au risque de voir le local de la police incendié. Il semble que les responsables des forces de l'ordre aient compris le grand danger auquel était exposée la garnison, car la mise en demeure des manifestants a été suivie.

Par ailleurs, les observateurs s'interrogent sur les intentions du sénateur du Sénat, qui tarde encore à honorer la promesse que des proches de Michel Martelly laissent croire qu'il lui avait faite, et qui lui a permis de se hisser à la présidence du Sénat. Mais il ne semble pas avoir la maîtrise de son jeu politique dans la présente conjoncture. Car il vient de subir deux revers qui, au bout du compte, pourraient se révéler funestes.

Certes, immédiatement parvenu à la tête du Grand Corps, il a lancé une initiative qui, dans sa jugeote, allait lui donner les principales cartes, dont il aurait besoin, pour guider son accession à la présidence, à la fin du mandat de Jovenel Moïse. Les invitations qu'il a lancées aux différents acteurs politiques et aux représentants de la société civile et des partis politiques ont buté sur des échecs. Cette fois, la classe politique a refusé de traiter avec « *un magouilleur* », tel qu'il est qualifié par des hommes politiques. De toute évidence, l' « *animal politique* », nom qui lui est attribué dans l'arène politique, l'a, cette fois, desservi. Premier revers.

En clair, le « *Grand Dialogue national* », dont il a voulu être le pilote exclusif, a achoppé. D'ailleurs, son collègue de l'Ouest, le sénateur Patrice Dumond, lui a infligé un coup mortel quand dans la note qu'il lui a adressée, il lui a rappelé la tâche que le pays attendait de lui : Signifier au président Moïse l'obligation qu'il a de respecter l'échéance de son mandat constitutionnel, qui prend fin, comme la quasi-totalité des citoyens l'entend. M. Dumont a prouvé, en termes clairs, que son initiative ne bénéficiait pas de l'unanimité du Sénat bancal.

Selon toute vraisemblance, l'opposition affichée par Patrice Dumont par rapport à la stratégie du sénateur du Sud-Est semble avoir entraîné le raz-de-marée de refus auquel s'est confrontée l'invitation de Lambert. L'absence de crédibilité de ce dernier constatée, il ne lui reste qu'à annoncer le renvoi sine die de son initiative.

Le second revers qu'a connu l'animal politique s'est présenté sous forme de son attitude à l'égard de l'invitation faite à lui par son allié politique, en l'occurrence Jovenel Moïse, dont il a carrément boudé l'invitation.

Bien que Joseph Lambert hésite encore à dire le mot de la Constitution à Jovenel Moïse, ce dernier, nonobstant ses gesticulations politiques, stratégie qui vise à rassurer ses alliés politiques, il prend quand même les dispositions nécessaires pour débarrasser le Palais de ses effets personnels, peut-être avant le 7 février.

En tout cas, que Nèg Bannann nan se hâte d'indiquer ses intentions au peuple haïtien par rapport à la date fatidique qui marque la fin de son mandat, seul moyen de prévenir les mauvais moments qu'il serait susceptible de rencontrer.

Journal 3- 10 février 2021qxp.qxp_HO 2/4/21 6:02 AM Page 9

MASQUES HAITIENS
EN GROS ET EN DETAIL
TO ORDER, CALL (516) 859-4106
DISPOSABLE AND WASHABLE
MASKS
FOR SALE
WE WELCOME
WOLESALE AND RETAIL
WE SPEAK ENGLISH
SPANISH, FRENCH
AND CREOLE
CELL:
(516) 859-4106
CALL US:
(718) 400-8463
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VISITEZ-NOUS A: PATRIOTIME
190-21B JAMAICA AVENUE
HOLLIS, NY 11423
(Bet 190 and 191 Streets)

Journal 3- 10 février 2021qxp.qxp_HO 2/4/21 6:02 AM Page 10

ÉDITORIAL

Malgré les faux semblants, l'échéance arrive à terme pour Jovenel Moïse

Il y a, à peu près deux ans, au début des manifestations populaires pour exiger le départ immédiat et sans conditions de Jovenel Moïse du Palais national, la date de la fin de son mandat paraissait lointaine. Aujourd'hui, 7 février, date d'expiration constitutionnelle de son quinquennat, quoiqu'il dise ou fasse, le temps des grands malheurs s'annonce à très brève échéance. La radicalisation systématique de ses opposants, dont le nombre s'est multiplié prodigieusement, au fil des deux dernières années, n'augure rien de bon pour le chef d'État sortant. Surtout que, les appels pour qu'il respecte la date de la fin de son mandat, telle que fixée par la Constitution, se sont intensifiés, depuis 2018. À ce stade de la présidence de *Nèg Bannann nan*, le compte à rebours est lancé. Rendez-vous pour le 7 février, dans à peine quatre jours.

À observer le comportement de ce dernier, depuis quelques mois, il affiche une tendance tout à fait anormale. D'aucuns diraient même qu'il a perdu la raison. Les actes de répression qu'il pose par le truchement de ses policiers dévoyés sur des manifestants pacifiques et sans défense finissent de le clouer au pilori et de l'exposer à la vindicte publique. À moins que, dépassé par les événements suscités par sa propre mal gouvernance, il soit frappé de démence. Son cas relève d'une gravité extrême, puisque personne dans son entourage, ou au sein de sa famille, n'a pas su l'amener à la raison. Au contraire, ses conseillers et proches collaborateurs donnent l'impression de se faire parties prenantes de ses dérives.

En effet, les apologistes de Jovenel Moïse s'acharnent à défendre sa politique, s'appliquant passionnément à défendre les actes criminels commis sous son gouvernement ainsi que ses politiques délétères ayant déclenché la mobilisation contre lui et les demandes réitérées de sa démission immédiate et sans conditions. Aussi l'escalade de ses politiques scélérates a-t-elle provoqué le durcissement de l'opposition contre lui, au point d'attirer sur lui non seulement la hargne populaire, mais encore le lancement même d'une action violente pour l'extirper de la Maison du peuple.

Mais, au fur et à mesure qu'avance la date de la fin de son mandat constitutionnel, il n'a point cessé les actes d'agression sur les activistes de l'opposition mobilisés contre ses velléités de s'octroyer une prolongation de mandat d'une année. En sus des crimes financiers qu'il n'a cessé de multiplier, les délits de sang sont devenus monnaie courante. Par le truchement des gangs armés, ses alliés, faisant la pluie et le beau temps, dans les quartiers défavorisés, un régime de terreur s'est installé, où sont perpétrés des dizaines de massacres d'État. À tout cela sont venus s'ajouter jusqu'à des dizaines de cas d'enlèvements contre rançon quotidiennement.

Voilà le régime PHTKiste dirigé par Jovenel Moïse contribuant à l'appauvrissement des citoyens et à l'installation de la terreur, surtout dans les quartiers défavorisés, à la capitale comme dans les villes de province. Aussi le ras-le-bol à l'égard du pouvoir a-t-il gagné toutes les couches sociales. Un sentiment constaté par le nombre d'adhésions enregistrées autour du départ incontournable du chef de l'État, le 7 février.

Certes, durant ces dernières semaines, ce cri, tel un leitmotiv, est émis partout de manière différente. Sur toutes les lèvres, dans tous les discours, ainsi que dans les différentes prises de position publiques, ou encore dans les communiqués sont lancés par différentes organisations, le cri de guerre par lequel tout un chacun rappelle à Jovenel Moïse son rendez-vous historique du 7 février, le jour où finit son mandat constitutionnel.

L'une des premières organisations à ajouter sa voix à celles de nombreuses autres ayant rappelé au chef de l'État l'échéance de son mandat, le 7 février, est la « *Fédération des barreaux d'Haïti* », (FBH) qui déclare : « *() à travers la résolution 2021-01 portant sur la crise institutionnelle et la fin du mandat présidentiel, adoptée le samedi 30 janvier 2021, le mandat du président Jovenel Moïse doit prendre fin le 7 février 2021* ». Elle précise également que le Conseil électoral mis en place par M. Jovenel «*ne jouit d'aucune légitimité pour organiser les prochaines échéances électorales* ».

Après délibération, les membres signataires de la FBH ont émis les conclusions suivantes :

« *F1.* ***Estime*** *que les dispositions constitutionnelles relatives à la durée du mandat de M. Jovenel Moïse doivent être comprises à la lumière de l'interprétation restrictive imposée aux parlementaires, le 13 janvier 2020 ;*

« 2. ***Constate*** *dès lors que le mandat du président Jovenel Moïse doit prendre fin le 7 février 2021, soit " cinq ans … suivant la date des élections " ;*

« *3.* ***Considère*** *que le Conseil électoral provisoire nommé unilatéralement par le président Jovenel Moïse ne jouit d'aucune légitimité pour organiser les prochaines échéances électorales* ».

Une autre voix autorisée s'est prononcée, encore une fois, sur la crise. L'Église catholique d'Haïti, par l'organe de la Commission épiscopale d'Haïti (CEH), exhorte M. Moïse à respecter la Constitution. Aussi, en guise de rappel au chef de l'État, qui a prêté serment de respecter la Charte fondamentale et de la faire respecter, les évêques d'Haïti rappellent les faits suivants : « *Le président de la République a appliqué la Loi électorale et la Constitution pour les députés, les sénateurs et les maires, au cours des années précédentes. Il a ainsi affirmé l'unité de la loi pour tous les élus, y compris pour lui-même, proclamant ainsi que la loi est une pour tous. Il nous semble que tout le monde soit d'accord sur le principe que personne n'est au-dessus de la loi et de la Constitution dans le pays. Ce premier constat fait, aucune littérature et aucun justificatif juridique ne sont nécessaires. Tout le monde veut qu'Haïti soit un État de droit* ». Voilà le premier constat établi par la CEH.

Cette dernière communication de l'institution catholique enchaîne avec un second constat qui s'exprime en ces termes : « *(…) Le pays est au bord de l'explosion; le quotidien du peuple, c'est la mort, les assassinats, l'impunité, l'insécurité. Le mécontentement est partout, dans presque tous les domaines. Beaucoup de sujets fâchent, comme la manière d'établir un Conseil électoral provisoire, la manière de rédiger une autre Constitution, etc. Donc ce ne sont pas uniquement les ravages du kidnapping qui rendent le pays totalement invivable. Devons-nous accepter ou tolérer cela ?* ». Point n'est besoin de relever plus de citations du message des évêques, l'exhortation qu'apporte ce texte suffit déjà.

Signalons que ce même cri d'alarme fuse de tous les coins et recoins d'Haïti, venant des secteurs socio-politiques, d'institutions privées et de personnalités du pays. À l'exception de la grande majorité du secteur des affaires, dont les pilotes se sont toujours acoquinés avec l'occupant du Palais national, ses éternels bailleurs de fonds. Car ce sont eux qui financent ses projets favoris, ayant aussi participé à la dilapidation du Fonds PetroCaribe.

Un autre secteur religieux rarement impliqué dans les affaires politiques du pays, la communauté islamique, sort de son silence. Dans un communiqué diffusé à Port-au-Prince, le mardi 2 février, elle donne son point de vue par rapport à la date du 7 février, dont voici les points forts :

« *À l'approche de la date fatidique de la fin du mandat constitutionnel du président Jovenel Moise ce 7 février 2021, nous exhortons le président à trouver un brin de moralité dans la gestion de la chose publique et à laisser son fauteuil. S'il refuse de le faire à temps, nous invitons le peuple en général à lui résister avec noblesse pour récupérer notre dignité de premier peuple noir libre.*

« *C'est cette même constitution sur laquelle il avait juré de respecter qui lui fait l'injonction de partir ce dimanche. Le peuple a supporté son mandat douloureusement. Plus de bananes. Mais du fatras. Plus de paix. Mais du kidnapping. Le président, à cause de ses actes de corruption, fait partie du problème, et non la solution* ».

Bien qu'il sache que ses jours au Palais national sont comptés et que la date constitutionnelle de la fin de son mandat arrive le 7 février, il n'arrête pas ses politiques criminelles, ni les actes de répression ayant marqué son administration. Il persiste à dire qu'il restera au pouvoir encore une année, prenant un malin plaisir à agacer la nation qui se dit pourtant disponible à recourir même à la violence pour le mettre à la porte. Dans de telles conditions, Jovenel Moïse se prépare à la confrontation, déclarant prendre les dispositions d'orchestrer un véritable carnage. Mais il feint d'oublier, ou bien il ignore effectivement l'histoire d'Haïti, pour ne pas savoir qu'en dépit de leurs armées et de leurs forces de sécurité, dotées de tout ce qu'il faut pour massacrer le peuple, celui-ci a toujours le dernier mot. Voilà pourquoi ce qui arriva à Jean Vilbrun Guillaume Sam a toute sa pertinence aujourd'hui.

HAITI OBSERVATEUR

Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION
HAITI
ÉTATS-UNIS
AFRIQUE ET ASIE
CANADA
CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
EUROPE
Company/Compagnie
City/Ville
State/État
Zip Code/Code Régional
Country/Pays

Journal 3- 10 février 2021qxp.qxp_HO 2/4/21 6:02 AM Page 11

EDITORIAL

Despite false pretenses, Jovenel Moïse's term is coming to an end

About two years ago, when the citizens, in massive demonstrations, demanded the immediate and unconditional departure of Jovenel Moïse from the National Palace, the actual date for his mandate to end seemed quite distant. As we write, February 7, the constitutional date for his five-year term to expire is just around the corner. Notwithstanding what he says or does, soon he will meet his fate.

Consider the systematic radicalization of his opponents, whose numbers have multiplied exponentially over the past two years! That does not bode well for the outgoing Head of State. Since those days in 2018 when people began to take to the streets to ask his departure, the calls have intensified. The countdown has begun on the Banana Man's presidency, with a rendez-vous February 7, barely four days away. Yet, observing his behavior in the last few months, one would say the man is abnormal, not to say he has lost his mind. He fails to see that the latest acts of repression against peaceful and defenseless demonstrators carried out by his rogue police officers are turning him into an ogre, who has been pilloried in the court of public opinion. One wonders whether, overwhelmed by cascading events, he may be touched by insanity. His case is extremely serious, for no one around him at work, nor any family member has been able to bring him to his senses. On the contrary, his advisers and close collaborators give the impression that they are enabling him in his excesses.

In fact, Jovenel Moïse's apologists keep defending his policies, doing their outmost to paper over the criminal acts committed under his watch, while downplaying the deleterious policies which triggered the mobilization against him in the first place. They act as if they are deaf to the repeated demands for his immediate and unconditional resignation. In the process, the escalation of his evil policies has provoked a hardening of the opposition, to the point of making people so angry that they are talking about launching violent action to remove him from the People's House.

Even as the date of his constitutional term of office approaches, he has continued with acts of aggression against activists of the opposition mobilized against his determination to give himself a year extension of his mandate. Moreover, financial crimes are still being perpetrated, and killings are common occurrences. Through his allies, the armed gangs, those in the poverty-stricken neighborhoods live in constant terror, including being victims in dozens of State-ordered massacres. In addition, there are dozens of kidnapping-for-ransom cases daily.

There it is, the PHTK, *Bald-Headed*, regime led by Jovenel Moïse has contributed to the impoverishment of the citizens and has unleashed a reign of terror, especially in the poorer neighborhoods, both in the capital and in the other cities. Thus, the country is fed up. All social strata are joining the fight against the ruling power, something that is obvious, based on the multiplicity of organizations and leading personalities coming out with statements calling on the Head of State to keep the appointment of February 7, that is his departure from the scene.

As a leitmotif, the cry has been heard everywhere in different ways. It's as if there is one conversation now, whether in private or in public, and in press releases of various organizations, all reminding Jovenel Moïse his February 7 historic appointment, that is the end of his mandate.

Among the first organizations to come out this past weekend, adding its voice to those of many others to remind the Head of State of the February 7 date is the "Federation of Haitian Bars" (FBH), which issued ***"Resolution 2021-01 on the institutional crisis and the end of the presidential mandate."*** Adopted on Saturday, January 30, it sates: ***"The mandate of President Jovenel Moïse must end on February 7, 2021."*** It also states that the Electoral Council set up by Mr. Jovenel ***"has no legitimacy to organize the next elections.***

After deliberation, the members of the FBH signed the Resolution and issued the following conclusions:

« 1. *Considers that the constitutional provisions regarding the term of office of Mr. Jovenel Moïse must be viewed in the light of the restrictive interpretation imposed on parliamentarians on January 13, 2020;*

"2. *Therefore, notes that the term of office of President Jovenel Moïse must end on February 7, 2021, i.e. "five years ... following the date of the elections;*

"Considers that the Provisional Electoral Council unilaterally appointed by President Jovenel Moïse has no legitimacy to organize the next elections."

Another authoritative voice also made some weighty pronouncements about the crisis. The Catholic Church of Haiti, through the Episcopal Commission of Haiti (CEH), embracing all bishops, urges Mr. Moïse to respect the Constitution. The bishops remind the Head of State that he took an oath to respect the Fundamental Charter of the land and make it be respected. Then they recall the following facts: *"The President of the Republic has applied the Electoral Law and the Constitution for the deputies [Congresspeople], senators, and mayors in previous years. Thus, he affirmed the unity of the law for all elected officials, including himself, proclaiming that the law is one for all. It seems to us that everyone agrees on the principle that no one in the country is above the law and the Constitution. Having made this first observation, no literature and no legal justification is necessary. Everyone wants Haiti to be a State governed by the rule of law."* This is the first observation established by the CEH.

Following this first observation, the Catholic bishops make a second observation*: ". . . The country is on the verge of explosion; the daily life of the people is death, assassinations, impunity, insecurity. Dissatisfaction is everywhere, in almost every area. There are many angering issues, such as how to establish a Provisional Electoral Council, how to write another constitution, etc. So, it is not only the ravages of kidnapping that make the country totally unlivable. Should we accept or tolerate this? ».*

There is no need to keep quoting from the bishops' message. Indeed, the exhortation in the passages above is sufficient.

Let us point out that this same cry of alarm is coming from every nook and cranny in Haiti, from the socio-political sectors, private institutions and personalities of the country. Only exception is the powerful business sector, those pilots of commerce and industry, the eternal backers of the Chief of State with whom they're in cahoots. It's a "scratch my back I'll scratch yours" proposition. Because they are the ones who finance the president's favorite projects, having also participated in the squandering of the PetroCaribe Fund. Then they get franchises for goods to come through customs untaxed, or taxed very little.

Another religious sector rarely involved in the country's political affairs, the Islamic community, has broken its silence. In a statement released in Port-au-Prince on Tuesday, February 2, it weighed in with its point of view about respect for the February 7 date. Read on:

"As the fateful date of the end of President Jovenel Moise's constitutional term approaches on February 7, 2021, we urge the President to find a bit of morality in the management of public affairs and give up his seat. If he refuses to do so on time, we invite all the people to resist in a noble manner, to recover our dignity as the first free Black people."

And this conclusion: *"It is this same constitution upon which he swore to respect that orders him to leave this Sunday. The people painfully supported his mandate. No more bananas. But a mess. No more peace. Butt kidnapping. Because of his corrupt acts, the President is part of the problem, not the solution."*

Although he knows that his days at the National Palace are numbered and that the constitutional date for the end of his term of office is February 7, Jovenel Moïse does not stop his criminal policies, nor the repressive acts that are the hallmarks of his administration. He persists in saying that he will remain in power for another year, maliciously enjoying his game of provoking the citizenry. But, chants of rebellion are in the air, with large sectors of the population willing to resort even to violence to kick him out. Under such conditions, Jovenel Moïse seems to be preparing for a confrontation, having taken steps to undertake a real carnage. He pretends to forget— or he may actually ignore— some harsh lessons of Haitian history, such as presidents who had army and other security forces, equipped with everything necessary to massacre the people and who ended up running with their tails between their legs! For the people always have the last word. Certainly, what happened to Jeam Vilbrun Guillaume Sam is quite relevant today.

HAITI OBSERVATEUR

Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Journal 3- 10 février 2021qxp.qxp_HO 2/4/21 6:02 AM Page 12

NÉCROLOGIE

Adieu Serge

5 janvier 1936 - 2 février 2021

En partant d'Haïti pour mon deuxième exil, j'avais dans ma tête et dans mon cœur une liste non écrite de gens que je souhaitais revoir à mon retour, des gens à qui je pensais aussi souvent que je pensais au pays, car je ne voyais pas le pays sans eux et je ne me voyais pas en Haïti sans eux. Certains étaient des proches, des amis, des quasi parents, des gens pour qui j'avais le plus grand respect et la plus grande considération, et, dans certains cas, une virile affection. Ils constituaient, de près ou de loin, mon environnement intellectuel et politique. Je partageais avec eux l'espoir qu'Haïti deviendrait, avant notre départ, le pays dont nous rêvions dans nos échanges et nos projets, le pays pour lequel nous avions tous consenti de grands sacrifices affectifs, professionnels et financiers, le pays pour lequel nous avions abandonné, sans regret, des avenirs prometteurs. Nos discussions ne devenaient jamais prendre l'allure de disputes, car nos petits désaccords n'ont jamais porté sur l'essentiel : Notre conviction partagée, que nous avions une dette envers ce pays. qui a fait de nous ce que nous sommes devenus. Ce pays n'a jamais été une abstraction pour aucun de nous. Il était et restera toujours les hommes et les femmes des villes et des bidonvilles, des mornes et des campagnes, les surdiplômés comme les analphabètes, les honnêtes riches autant que ceux qui meurent de faim, ceux qui croient en un Dieu et qui le prient pour le pays et ceux qui croient en nos dieux et qui les prient pour le pays. Ce pays, c'est aussi les aspirations des citoyens à la citoyenneté, c'est-à-dire à la justice, à la sécurité, à la bonne gouvernance, au bien-être, à la santé, à la culture, à la dignité, au respect et au respect de soi. La citoyenneté accomplie est la dernière porte à franchir pour accéder au bonheur. Chaque jour, je reçois de la vie l'injonction d'enlever un nom de

Serge Gilles

ma liste. Tour à tour, j'ai dû faire mon deuil (je vais les nommer) de Cary Hector, Danièle Tardieu Bazin, Diderot Bélizaire, Etzer Pierre, Henri Bazin, Hubert de Ronceray, Leslie Manigat, Lucien Pardo, Macajou Médard, Marc Bazin, Marc Péan, Max Chancy, Pierre Vernet, Vergniaud Péan, et j'en oublie. Serge Gilles était en bonne position sur cette liste et voilà que je dois l'en effacer.

Peut-être ne le lui ai-je jamais dit, mais sachez, vous qui me lisez, que je l'ai eu en grande estime, et que je le considère comme un patriote progressiste et sincère. Qu'il repose en paix. Le pays se souviendra de lui demain.

En ces temps où nos compatriotes se demandent, avec angoisse, s'il reste encore des Haïtiens dignes de respect, je réponds qu'il en reste, que je ne les connais pas tous, mais que je sais qu'ils ne sont ni dans le gouvernement de Jovenel Moïse ni dans la soi-disant opposition à ce gouvernement qui profite de la nullité chronique de Jovenel Moïse et de sa clique pour manipuler les plus pauvres des Haïtiens à qui ils n'ont jamais su donner ni pain ni toit en les droguant de promesses, de clairin, de cocaïne et même de savantes analyses sophistiques, afin de faire d'eux les destructeurs apparents de ce pays déjà en lambeaux, et les futures victimes des futurs successeurs de Jovenel Moïse, qui seront, à leur tour, combattus par leurs compagnons d'opposition d'aujourd'hui, dont la seule compétence est de s'opposer, des opposants qui s'opposent depuis 1986, et même depuis 1957, au progrès du pays, à l'avenir de la jeunesse. La seule question qui se pose à la conscience nationale aujourd'hui n'est pas l'alternative entre le 7 février 2021 et le 7 février 2022, mais l'alternative entre, d'une part la destruction multiforme, totale et systématique du pays, par des manipulateurs animés par l'ambition du pouvoir et la richesse; et par le projet de faire du pays le plus grand bordel des Caraïbes, et, d'autre part, la formulation et la mise en œuvre d'un Contrat social qui tienne compte de notre histoire de luttes depuis les débuts, et de nos ambitions collectives et individuelles. Il ne s'agit pas, d'abord, d'un programme de gouvernement, mais de nous reconnaitre et, s'il le faut, de nous redéfinir en tant que peuple et nation. Soyons réalistes : Nous sommes en train, par cécité morale, de préparer nos enfants à continuer la destruction de notre pays, ce qui en restera, en opposant les dates du 7 février 3021 et du 7 février 3022.

Henri Piquion

Journal 3- 10 février 2021qxp.qxp_HO 2/4/21 6:02 AM Page 13

Jovenel Moïse plie bagages

La juge Windelle Coq appelée à lui succéder

Exil en Espagne, si cela tourne mal....

Déjà plus d'une trentaine de passeports retirés...

Suite de la page 1

térim. Bien que les discussions qui avaient cours au sein de l'opposition plurielle aient suggéré une période de deux ans, qui était initialement opposée par le chef du parti Pitit Dessalines, l'ex-sénateur Moïse Jean-Charles, qui préconisait une période d'un an. Mais il y a deux semaines environ, ce dernier avait changé son fusil d'épaule déclarant avoir accepté un intérim deux ans, par souci d'accepter le choix de la

Une tentative de maintenir PHTK au pouvoir

Autour de la table des négociations étaient assis, entre autres : Jovenel Moïse, Joseph Jouthe, le sénateur Joseph Lambert, Michel Martelly, l'ex-Premier ministre Evans Paul (K-Plim), le sénateur Youri Latortue, le Dr Réginald Boulos.

Dans le souci d'assurer une administration intérimaire dominé par PHTK, en vue de favoriser le maintien au pouvoir les acteurs PHTKiste ayant dilapidé les USD 4,2 milliards $ du Fonds PetroCaribe et pillé l'administration publique, Jovenel Moïse et Michel Martelly voulaient imposer leur équipe. Aussi ont-ils proposé le choix du président de la Cour de cassation, René Sylvestre, pour président. Et Joseph Lambert comme Premier ministre.

Il semble que l'ambassadeur américain, Michele Sison, ait été partisane de ces choix, car depuis hier les rumeurs faisant état de ce scénario appuyé par Mme Sison. Il faut signaler, en même temps, que la majorité des acteurs étaient farouchement opposée à ces deux choix qui, disaient-t-on représentent les intérêts de Michel Martelly et de Jovenel Moïse.

Le nom du juge Ivikel Dabrezil, également membre de la Cour de cassation, à l'instar de Mme Coq Thelot, était également proposé pour la présidence intérimaire par un secteur de l'opposition. Mais, de toute évidence, ceux qui appuyaient celle-ci semblaient avoir de meilleurs arguments pour faire valoir leurs choix.

|À cette phase des pourparlers, en vue de mettre sur pied l'-équipe gouvernementale appelée à succéder à M. Moïse, l'équipe est bien celle qui entrera en fonction, le 7 février. On apprend, de source autorisée, qu'immédiatement que le choix s'est arrêté arrêté sur Windelle Coq, des agents de sécurité ont été affectés à sa surveillance personnelle et celle de sa résidence.

À partir de ce jour, Jovenel Moïse devrait se comporter en président sortant. Cela signifie que les manifestations pour qu'il accepte de respecter l'échéance de son mandat présidentiel cesseront et que lui, de son côté, il mettra fin à la répression des policiers contre les protestataires. Tout cela étant dit, il faut maintenant se demander pourquoi il doit attendre jusqu'au 7 février pour s'envoler vers l'exil, car il ne lui reste plus rien à faire en Haïti.

Des sources proches des personnes ayant participé à cette réunion ont révélé qu'elle s'est tenue en la résidence de l'ambassadeur du Venezuela en Haïti. Il faut alors signaler qu'une communication diffusée sur les réseaux sociaux, notamment WhatsUp, attribué à un diplomate vénézuélien, mettaient les Haïtiens en garde contre des négociations occultes ayant cours qui ne tenaient pas compte des intérêts du pays. D'après cette note, M. Pedro Gonzalez Vera faisait savoir que l'ambassadeur des États-Unis, Michele Sison, et le représentant spécial des Nations Unis en Haïti,

Plus d'une trentaine de passeports retirés

En dépit de ses déclarations faisant croire il allait s'accrocher au pouvoir jusqu'au 7 février 2021, Jovenel Moïse préparait son départ. Sous prétexte qu'il s'était rendu au Service d'immigration en vue d'initier le nom système de passeport électronique, c'était, en réalité, l'occasion pour lui de retirer son passeport et celui de sa famille, apprend-on dans les milieux proches de cette institution.

D'autre part, utilisant les bons offices de Esther Antoine, maîtresse de son chef de cabinet, Ronald Lubérice, des valises remplies de devises traversaient la frontière dans un véhicule portant une plaque officielle.

Un officier dominicain, lieutenant-colonel Guillermo Jorge, en poste à la ville frontalière dominicaine Élias Pina, avait dressé un rapport dans lequel est accusé le montant de USD 7 millions en liquidité. Il faut alors se demander pourquoi le président haïtien avait expédié ce montant après avoir passé deux jours de travail avec le gouverneur de la Banque centrale réunissant de fortes sommes d'argent en devises.

Journal 3- 10 février 2021qxp.qxp_HO 2/4/21 6:02 AM Page 14

Journal 3- 10 février 2021qxp.qxp_HO 2/4/21 6:02 AM Page 15

Journal 3- 10 février 2021qxp.qxp_HO 2/4/21 6:02 AM Page 16

NOUVELLES BRÈVES

Presqu'à la veille du 7 février, des formules de remplacement à Jovenel Moïse

C'est acquis. Le mandat de Jovenel Moïse prend fin ce dimanche, 7 février, en dépit de ses acrobaties, voulant prolonger son séjour au Palais national. Pour les grands décideurs, le temps presse, il faut tout faire pour prévenir le chaos.

En effet, mardi dernier, 2 février, lors d'une réunion au Karibe Hotel, à Pétion-Ville, le CORE Group de diplomates occidentaux, à Port-au-Prince, s'est penché sur des formules de sortie de crise, sans Jovenel Moïse. Certains pensent que le Premier ministre Joseph Jouthe, invité à la réunion, pourrait continuer en poste et avoir les coudées franches pour organiser les élections que le président Moïse s'est abstenu de faire durant son passage au pouvoir.

Pour l'ambassadeur des Ētats-unis, Mme Michele Sison, elle voudrait avoir aussi un président, selon les voeux de la constitution de 1987 amendée, qui prévoit un exécutif bicéphale. Ainsi propose-t-elle deux noms : le juge René Sylvestre, président de la Cour de Cassation depuis 2019, ou le sénateur Joseph Lambert, récemment nommé présidcnt du tiers du Sénat en exercice depuis le second lundi de janvier 2020.

Ainsi, maintiendrait-on en place l'administration PHTK, c'est-à-dire le gouvernement *Tèt Kale*, sans Jovenel Moïse, et préparer le retour du concepteur du *"Tèt Kalisme"* lui-même, Joseph Michel Martelly, qui se veut aussi "Bandit Légal", l'inspirateur de tous ces bandits qui font du "kidnapping-pour-rançon" l'activité la plus juteuse ces jours-ci.

Il importe de jeter un coup d'œil sur la voie parcourue par M. Moïse pour atteindre son niveau de grand seigneur qui croit pouvoir décider de tout selon sa volonté. Comme on le sait, alors que le mandat de tous les 119 députés à la Chambre basse et celui de 10 sénateurs avaient échu le deuxième lundi de janvier de l'année dernière, Jovenel Moïse, s'octroyant des pouvoirs dictatoriaux, avait annulé deux années restantes du mandat de 10 autres sénateurs pour, ensuite, émettre un *tweet*, disant, *"Je constate la caducité du Parlement"*. Ainsi, seul à bord, a-t-il commencé l'ère de "la démocratie à la Jovenel" faite de décrets au jour le jour, jusqu'au décret ANI, cette Agence nationale d'intelligence relevant directement de lui, s'apparentant à l'organisation macoutique, celle des tontons-macoute de François Duvalier, qui semait le deuil dans les familles haïtiennes.

De toutes parts les voix s'élèvent contre Jovenel Moïse

Sans doute, la réunion en catastrophe du mardi 2 février du CORE Group de diplomates des grandes démocraties occidentales résulte de la constatation faite d'une levée de boucliers généralisée de presque toute la population.

Gonzag De

Les manifestations monstres du dimanche dans toutes les villes du pays, suivies de deux jours de grèves générales témoignent de la détermination des citoyens qui ont tourné le dos au président Moïse, lui intimant l'ordre de déguerpir de la Maison du peuple, le 7 février.

Les déclarations des évêques catholiques et des pasteurs protestants sont édifiantes, quant à leur façon de dénoncer la mainmise de Jovenel Moïse sur le pouvoir qu'il entend retenir jusqu'au 7 février 2022, faisant fi de la constitution et de la loi électorale sous l'égide de laquelle il a été élu, fixant son mandat au 7 février 2021.

Des six constats du Message des évêques catholiques d'Haïti (CEH), nous soulignons le premier qui, dans un langage diplomatique, dit tout, s'agissant de la date du départ de Jovenel Moïse. Lisez: *"Le président de la République a appliqué la loi électorale et la constitution pour les députés, les sénateurs et les maires au cours des années précédentes. Il a ainsi affirmé l'unité de la loi pour tous les élus, y compris pour lui-même, proclamant ainsi que la loi est une pour tous. Il nous semble que tout le monde soit d'accord sur le principe que personne n'est au-dessus de la loi et de la constitution dans le pays. Ce premier constat fait, aucune littérature et aucun justificatif ne sont nécessaires. Tout le monde veut qu'Haïti soit un Ētat de droit"*.

Quant aux pasteurs protestants, ils avaient, depuis le 16 janvier, émis ce que l'on pourrait qualifier de manifeste, pour dénoncer les abus du président s'étant érigé en dictateur, tout en demandant qu'il quitte la scène le 7 février. En effet, la Conférence des pasteurs haïtiens avait pris les devants dans un communiqué en date du 12 janvier, dont nous reprenons des extraits. Ainsi, comparaient-ils la situation au pays *"à une chaudière bouillante, prête à exploser; une colère qui gronde et un chaos terrible qui menace"*.

Ces dirigeants religieux qui, d'ordinaire, fuient la politique, n'ont pas hésité à agir en sentinelles, criant bien haut: *"Nous sommes littéralement assis sur une poudrière, une situation dangereuse exacerbée par l'entêtement de Monsieur Jovenel Moïse à se maintenir au pouvoir après le 7 février 2021, date constitutionnelle de la fin de son mandat"*.

Les lecteurs qui conservent le journal dans leurs archives peuvent se référer à l'édition du 20-27 janvier 2021, et revoir l'éditorial français, page 10, ainsi que la colonne en anglais HAPPENINGS, débutant en première page, pour une appréciation complète de la vision de ses pasteurs, sortis de l'ordinaire, parce que voulant épargner le pays d'une catastrophe inouïe.

Anthony Barbier

Alors qu'on s'approche de l'échéance fatale, ils se joignent à nouveau aux autres qui ont répondu à leur appel. Car, en conclusion, ils avaient solennellement convié *"les forces vives du pays (secteurs religieux, patronal, syndical, etc.)"* à se positioner de manière non equivoque *"en faveur d'une transition pacifique afin d'épargner au pays et aux citoyens les douleurs et les affres d'une violence aveugle"*.

Aussi, dans une note de presse, en date du 2 février, les pasteurs protestants ont réitéré leur conseil, sonnant l'alarme en ce sens: *"Nous notons qu'à moins d'une semaine de la fin de son mandat, le chef de l'Etat ne donne aucun signe évident de sa volonté de se retirer le 7 février 2021, conformément à l'article 134-2 de la constitution amendée et l'article 239 du décret electoral du 2 mars 2015, soulignant qu'au contraire le président; continue de provoquer dangereusement les citoyens à travers des déclarations dénuées de sagesse et de clairvoyance"*.

Si rien n'est fait dans les prochains deux jours pour empêcher un bain de sang en perspective, on ne pourra pas dire que la nation n'a pas été avertie à temps!

***C'est ce lundi, 8 février, que le Sénat américain entamera les délibérations autour de l' "impeachment", ou mise en accusation, de l'ex-président Donald Trump.** Cinq avocats, qui assuraient la défense de l'accusé, ont démissionné l'un après l'autre la semaine dernière. Ainsi, l'équipe de M. Trump a vite fait de trouver

Serge Gilles

deux autres avocats pour prendre la relève.

Alors, on s'est demandé à quoi attribuer l'action des avocats qui ont tourné le dos à un client aussi puissant ? C'est que M. Trump insistait que les avocats devaient utiliser l'argument du " vol des élections " qui lui ont ravi la présidence, tandis que pour eux il est question de l' " inconstitutionnalité " de juger un président qui n'est plus en fonction.

En tout cas, les démocrates de la Chambre basse qui, avec l'appui de 10 républicains, avaient obtenu le vote favorable pour la mise en accusation, sont à l'oeuvre, étoffant le dossier avec d'autres témoignages mettant en cause M. Trump, en sus de son discours enflammé du 6 janvier, quand il avait envoyé ses " patriotes ", devenus terroristes, pour s'emparer du Capitole, ce lieu sacré de la démocratie. Les différents témoignages, des vidéos et des messages sur des réseaux sociaux, messages recueillis par les investigateurs, confirment que si les " patriotes terroristes " avaient réussi leur coup, plusieurs législateurs et même le vice-président Mike Pence auraient perdu la vie, alors que beaucoup d'autres seraient sous les verrous.

Puis, il reviendrait au président Trump, toujours en exercice, de déclarer la loi martiale, mobilisant l'Armée à des fins inavouées. Et M. Trump se serait, sans doute, déclaré gagnant, et aurait entamé des représailles contre ceux qui s'étaient ligués pour lui " voler " les élections. Mais les institutions américaines se sont révélées solides et résilientes, barrant ainsi la route à un président qui voulait se transformer en dictateur.

Tout n'est pas résolu, car les républicains, au Sénat, en grande majorité, ne seraient pas disposés à se joindre aux démocrates, au moins pas les dix-sept (17) qu'il faut, pour s'ajouter aux cinquante (50) démocrates pour que soit condamné le citoyen Donald Trump, qui risque de perdre le droit de se porter candidat à aucune fonction élective. Histoire à suivre.

***A Myanmar, ancienne Birmanie, le coup d'État a bien réussi, toujours pour une affaire d'élections dites truquées.** Les militaires de ce pays asiatique ont orchestré un putsch, lundi dernier, 1er février, ayant arrêté la présidente ainsi que d'autres hauts fonctionnaires de l'administration ainsi que des parlementaires. L'administration Biden compte prendre des sanctions contre le gouvernement militaire, à commencer par une suspension de l'aide américaine. Nous reviendrons, la semaine prochaine, sur cette histoire.

***En Russie, les autorités judiciaires ont condamné Alexei Navalny à deux ans et demi de prison.** C'est mardi, 2 février, que la Justice russe, tributaire de l'Exécutif, a condamné le leader de l'opposition qui a failli mourir, suite à un empoisonnement commandité, dit-il, par le président Vladimir Putin, lui-même. Revenu deux semaines plus tôt, de l'Allemagne où il avait suivi un traitement, il a été arrêté à l'aéroport de Moscou et retenu en prison, déclenchant un mouvement national drainant des milliers de manifestants dans les rues, exigeant sa libération. Plus de 3 000 arrestations ont été opérées le weekend dernier. L'organisation des Nations Unies ainsi que plusieurs gouvernements occidentaux, dont les Ētats-Unis, sont intervenus pour demander la libération d'Alexei Navalny.

***Deux personnalités haïtiennes connues pour leur implication dans la lutte pour la démocratisation de la patrie commune nous ont laissés :** Anthony Barbier, mort le 29 janvier, à l'âge de 74 ans. Et Serge Gilles, qui est décédé le mardi 2 février. Sincères condoléances aux familles et amis éprouvés. Plus de détails dans la prochaine édition.

Pierre Quiroule II
3 février 2021